

constatés par la Commission persistent, si l'OTAN s'en trouvera vraiment renforcée. Autrement dit, je dois me demander, au cas où la situation persistait et que la Commission soit incapable d'établir, dans un délai raisonnable que la Grèce respecte entièrement les droits de l'homme, si le maintien de la Grèce au sein de l'OTAN n'affaiblirait pas l'Alliance sur le plan moral plus qu'il ne la renforcerait matériellement. Par conséquent, même si je n'insiste pas auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour qu'il adopte sous peu une position différente à l'égard de l'OTAN, j'espère que le gouvernement canadien discutera les perspectives d'avenir avec nos alliés de l'OTAN et demandera à nos alliés et à la Grèce ce qu'ils se proposent de faire en vue de reprendre les pourparlers au sujet de l'OTAN dans un délai raisonnable, si la Grèce n'est pas en mesure de se disculper devant la Commission européenne. Je parle ainsi en partisan convaincu de l'OTAN qui veut que l'Alliance demeure forte, mais qu'elle conserve aussi son prestige, élément essentiel de sa force dans l'avenir.

Je demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de considérer, outre la position actuelle du gouvernement à l'égard de l'OTAN, celle qu'il prendra si la situation en Grèce reste telle que la Commission l'a constatée. En fait, j'aurais de graves doutes quant à l'utilité de maintenir la Grèce au sein de l'OTAN si les conditions persistent. En toute sincérité, je crois que si la situation ne change pas, bien des gens mettront en doute la force morale de l'OTAN.

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, l'exposé du ministre est le genre de déclaration que nous avons l'habitude d'entendre de la part du ministre et du gouvernement. On exprime une inquiétude devant l'injustice et le totalitarisme mais, comme on le fait la plupart du temps, on enchaîne en affirmant catégoriquement que le gouvernement n'est pas disposé à faire quoi que se soit. Il ne suffit pas de dire que nous nous intéressons aux procédés démocratiques dans les diverses régions du globe. Nous devrions être prêts à joindre le geste à la parole. Bien entendu, nous sommes heureux d'entendre le ministre dire que le Canada a horreur de la répression et des injustices causées par le régime militaire en Grèce, régime qui s'est emparé du pouvoir par un coup d'État militaire, renversant ainsi un gouver-

[L'hon. M. Stanfield.]

nement élu démocratiquement et se maintenant au pouvoir à force de toutes sortes de mesures répressives.

Mais le ministre ne trahit aucun sentiment d'aversion extrême en disant que le gouvernement fera n'importe quoi. Au contraire, il dit:

J'estime toujours que la Grèce devrait rester membre de l'Alliance. Autrement, l'OTAN se trouverait affaiblie inutilement.

Il est probablement vrai que du point de vue militaire l'alliance de l'OTAN se trouverait affaiblie par l'exclusion de la Grèce, mais le problème est plus vaste. La force réelle de l'OTAN à l'époque de sa formation ne résidait pas seulement dans sa puissance militaire mais aussi dans sa motivation morale. Le but essentiel de l'OTAN, si je me souviens bien du texte officiel, était la défense des institutions démocratiques, et nous n'allons pas défendre ces institutions aux yeux du monde en gardant au sein de l'Alliance un pays qui a défié et enfreint tous les préceptes de la démocratie.

Il me semble que le Canada, échappant au syndrome européen, se trouve dans une position excellente pour évoquer l'affaire devant le conseil des ministres de l'OTAN. Nous devrions déclarer catégoriquement qu'à notre avis, tant que la Grèce, ou tout autre membre de l'OTAN, suivra une politique contraire à la démocratie, qui la réprime et la détruit, il n'aura pas sa place dans l'Alliance.

J'espère sincèrement que le cabinet va reconsidérer sa position là-dessus et qu'à la prochaine réunion de l'OTAN, les représentants d'Ottawa déclareront catégoriquement que le Canada non seulement a horreur de ce qui se passe en Grèce aujourd'hui mais qu'il exhortera ses alliés à demander à la Grèce de quitter l'Alliance tant que la démocratie n'aura pas été rétablie dans ce malheureux pays. Il faut le dire au monde entier, le but de l'OTAN est de protéger les institutions démocratiques et nous ne pouvons combattre le totalitarisme de gauche en introduisant un totalitarisme de droite.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que nous avons entendu, ce matin, l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures exposer avec beaucoup de précision et de fermeté l'attitude du gouvernement à l'endroit d'un gouvernement grec qui ne respecte aucunement